

Le directeur de la banque de Bilbao enlevé à Neuilly serait bientôt libéré

(De notre env. spéc. perm.
Michel CHAUDE.)

MADRID, mardi.

« M. SUAREZ sera libéré dans quelques jours. Probablement pendant le week-end prochain », a déclaré un porte-parole anarchiste. La nouvelle a été donnée à Madrid par un des jeunes gens qui avaient organisé une conférence de presse clandestine dans un bar de Barcelone pour faire connaître les exigences des ravisseurs de M. Balthazar Suarez, 43 ans, directeur de la Banque de Bilbao, enlevé à Neuilly par un commando voilà dix-huit jours.

Le porte-parole anarchiste a refusé d'indiquer s'il y avait eu des négociations avec le gouvernement espagnol. On sait seulement qu'une des trois exigences a été remplie. En effet, les anarchistes, amis de Puig Antich (exécuté dernièrement), redoutant que le procureur militaire réclame des peines de mort contre cinq militants du F.R.A.P. (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) arrêtés le 1^{er} mai 1973 et attendant d'être jugés, exigeaient la publication du réquisitoire. Or, il a été annoncé publiquement par les autorités que le procès des cinq membres du F.R.A.P. aura lieu prochainement à Madrid et que le procureur militaire demandera des peines de 15 à 18 ans de prison.

Quant aux deux autres exigences des ravisseurs de M. Suarez — la libération de six anarchistes actuellement emprisonnés en Espagne, et l'application de la liberté conditionnelle pour une centaine de détenus qui y ont droit — le gouvernement espagnol s'en tiendrait à sa première réponse : « Il n'y aura aucune négociation avec les ravisseurs ».

Voilà pour l'aspect politique du rapt du directeur de la Banque de Bilbao à Paris. L'aspect policier, lui, semble plus avancé essentiellement du côté français puisque tout semble se passer en France. Ainsi dans les milieux proches de la sûreté de Madrid on continue d'affirmer que la police française a trouvé depuis plusieurs jours le lieu où M. Suarez est séquestré. Près de Perpignan, précise-t-on.

Les autorités politiques es-

pagnoles, du moins leur entourage, ne cachent pas leur satisfaction après l'arrestation, mardi dernier à Bellegarde (Ain), d'un groupe d'anarchistes espagnols. Parmi eux se trouve une jeune fille, Isabelle Galsapena, et son camarade Ignacio Solé-Sugranès. Ce dernier est le frère d'un des anarchistes dont les ravisseurs de M. Suarez demandent la libération : Oriol Solé-Sugranès, militant se trouvant actuellement en prison à Barcelone.

Selon des sources proches de la sûreté espagnole, le coup de filet des gendarmes de Bellegarde a été opéré grâce à des renseignements

de la police suisse qui, à Genève, surveillait les allées et venues des suspects. Au moment de leur arrestation on aurait trouvé sur eux des documents prouvant leur participation à l'enlèvement de M. Suarez et aussi leur participation à plusieurs attentats contre des bureaux du gouvernement espagnol dans diverses villes européennes.

Toujours selon la police espagnole, le groupe d'anarchistes arrêtés à Bellegarde transportait des revolvers et des mitraillettes, et l'un des jeunes gens est le conducteur de la voiture qui emmena M. Suarez jusqu'à l'endroit de sa séquestration.

POLICES FRANÇAISE ET ESPAGNOLE PAS D'ACCORD

« Une version de « l'épisode » de Bellegarde donnée par la police française diffère de celle fournie par les sources proches de la Sûreté de Madrid.

Tout d'abord, les gendarmes affirment que l'interpellation des occupants de la Fiat 125 est due à un simple contrôle de routine. Ils précisent qu'ils recherchaient, à proximité de Bellegarde, des nomades qui leur avaient été signalés la veille, et c'est en voyant les képis qu'un groupe de jeunes gens s'est enfui. Tout le monde fut rattrapé après une course poursuite.

Avant même que l'identité des six personnes appréhendées soit connue, le bruit avait couru à Bellegarde que « ces arrestations pourraient être en rapport avec l'enlèvement de M. Suarez ». Des policiers parisiens se rendirent à la gendarmerie pour les interroger. Après audition, la police fit savoir que les jeunes gens avaient déclaré : « Nous nous rendions simplement en Suisse pour y chercher des armes », et les policiers d'en conclure : « Ils sont étrangers à l'enlèvement de M. Suarez. »

Pourtant il est établi que les passagers de la Fiat 125 arrêtés le 14 mai venaient de Lyon. C'est dans cette ville que furent postées d'une part la lettre de M. Suarez à sa femme et à ses enfants, d'autre part, une

semaine plus tard — le 13 mai — une lettre des ravisseurs à l'agence France-Presse expliquant les mobiles du rapt.

Vendredi dernier, le parquet de Bourg-en-Bresse annonçait que quatre personnes sur les dix interpellées étaient inculpées de « détention de fausses pièces d'identité » et écrouées. L'identité de trois d'entre elles fut rendue publique : Francisco Sorroche Justicia, 25 ans, fonctionnaire, José Ventura Romero, 29 ans, ouvrier, et Ignacio Solé-Sugranès, 23 ans. Le nom du quatrième inculpé n'a pas été révélé. La police française a seulement précisé « qu'un jeune Italien et une jeune fille espagnole, des auto-stoppeurs pris en charge par les passagers de la Fiat 125, avaient été remis en liberté. Leurs papiers étaient parfaitement en règle. » A aucun moment les policiers français n'ont parlé d'Isabelle Galsapena alors que leurs collègues espagnols la « croient » en prison à Bourg-en-Bresse.

La police française baptise « littérature » toutes les informations venant de Madrid. Pourtant on ne peut guère mettre sur le compte de l'erreur de transmission entre police française et police espagnole les divergences dans le récit de l'enquête de Bellegarde. A Paris comme à Madrid, et c'est le seul point commun, on croit à un dénouement proche de l'affaire Suarez.